

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 30/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELM

65, rue Saint Jean de Dieu
69007 Lyon

Références : **UDR-SSDAS-23-79- FG**

Code AIOT : 0006104159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2023 dans l'établissement ELM implanté 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des suites de l'incendie survenu dans le périmètre du site d'exploitation de la chaufferie ELM située 190-192 cours Lafayette Lyon 3 le 25/05/2023 à partir de 19h15.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELM
- 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon
- Code AIOT : 0006104159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine ELM pour le site Lafayette est une installation classée pour la protection de l'environnement qui assure la production et la distribution de chaleur et de froid dans les réseaux

collectifs urbains pour le compte de la Métropole de Lyon.

Il s'agit d'un site qui relève de la directive sur les émissions industrielles pour les installations de combustion (Rubrique 3110 - chaudières fonctionnant au gaz n°1 et 2, N°4 au fioul domestique, N°5 et 6 au gaz régime de l'autorisation). Sont également présentes sur le site des installations relevant de la rubrique 2921 (tours aéroréfrigérantes, régime de l'enregistrement), des équipements de froid fonctionnant au fluide R134a (rubrique 4802.2.a, régime de la déclaration) et une cuve de fioul domestique toujours en service de (capacité 300 m3).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [Risques accidentels](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Dans le cas présent l'inspection ayant été conduite dans le cadre de la gestion post-accidentelle à la suite d'un incendie, ces constats ne s'appuient pas sur des points de contrôles.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les conséquences de l'incendie nécessitent la mise en oeuvre de mesures conservatoires et d'urgence en application du L512-20 du code de l'environnement.

Un projet d'arrêté est proposé en ce sens. La présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement impactés par l'incendie, de fait il est proposé de prendre cet arrêté sans consultation du CODERST.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

Le 25/05/2023, l'inspection des installations classées (IIC) a été informée par téléphone à 20h53 par le Directeur de la sté ELM de la survenue d'un incendie dans le périmètre de la chaufferie Lafayette située cours Lafayette Lyon 3 aux alentours de 19h15.

Selon ces premiers éléments, l'incendie se serait déclaré, depuis une zone de stockage couverte où sont stockés quelques déchets et des GRV vides en attente de reprise par le fournisseur ou d'élimination. Cette zone de stockage est séparée de l'extérieur du bâtiment qui constitue lui-même la limite de propriété du site (en direction de la Rue Bonnel) par une grille à barreaux

métalliques. Cette zone de stockage, en rez de chaussée, est surplombée par l'immeuble de bureau Laser.

L'origine de l'incendie n'est pas connue à ce stade, il est cependant suspecté une origine externe dans la mesure où à proximité immédiate de cette grille (à environ 3 m) sur un terrain constitué d'un espace vert accessible au public (esplanade rue Bonnel propriété du groupe SWISS LIFE), au sol ont été retrouvés des traces d'un campement (vêtements abandonnés, cannettes de bière, matériel de cuisine ...).

L'exploitant a indiqué que la présence de personnes sans domicile fixe est régulièrement constatée dans cette zone. Un dépôt de plainte est prévu.

Chronologie des événements :

- Le technicien d'exploitation est parti à 17h10. Les installations de froid étaient en service, 3 chaudières sur 5 à l'arrêt (N° 4 fioul domestique, 5 gaz naturel, 6 gaz naturel), 2 chaudières sur 5 (N°1 et 2 gaz naturel) étaient en mode "bouillote" (maintenues au chaud et susceptibles de fonctionner). Les chaudières 1,2 et 6 au gaz fonctionnent habituellement sans présence permanente.
- L'exploitant a été appelé vers 19h45, le technicien d'exploitation est revenu sur site, les pompiers étaient déjà sur place.
- L'encadrement est arrivé sur site entre 20h et 20H20.
- L'exploitant a constaté (20H20 le 25/05/2023) que l'arrivée de gaz avait été consignée par GRDF.
- A 20H20, à la suite de l'intervention des pompiers, il n'y avait plus de flammes.
- Les pompiers ont alors procédé à une reconnaissance dans les locaux et le bâtiment Laser impactés par l'incendie (points chauds, éventuels blessés).
- L'IIC a été informée 21h56 par l'exploitant par SMS, selon une source officielle, de l'absence de blessés.

Vis-à-vis du fonctionnement des réseaux de distribution urbain de froid et de chaleur, compte tenu des températures clémentes, le maillage des installations du réseau Centre Métropole a permis de pallier aux besoins de chaleur et de froid (mise en service sous-station Mouton-Duvernet) du réseau aux alentours de minuit.

Selon les déclarations de l'exploitant du 26/05/2023 10 H, recueillies sur site :

- Les déchets incendiés correspondent à 2 IBC d'eau de javel vide, environ 20 bidons d'huile (de 25 l chacun environ) souillés vides, quelques bombes d'aérosols vides (type dégrippants), 1 bonbonne restante de fluide frigorigène environ 30 l, quelques batteries de portes lampes.
- Des câbles électriques ont été incendiés.
- Un local contenant un transformateur sec (pour alimenter 2 chargeurs de véhicules électriques) et 2 locaux comportant les débouchés de 2 issues de secours respectivement du bâtiment Laser et du local des cuves enterrées de fioul ont été impactés par l'incendie.
- Les 2 bornes de recharges de véhicules électriques implantés dans la zone incendiée sont hors service (les 2 véhicules électriques n'étaient pas stationnés en vue d'effectuer une recharge lors de l'incendie) .

L'exploitant doit poursuivre ses investigations sur ces points pour alimenter le retour d'expérience (vis-à-vis de l'identification de l'origine potentielle de l'incendie) et proposer des mesures d'amélioration.

- Lors de l'incendie les cellules 5,5 kV qui alimentent les groupes froid sont tombées, ainsi que les cellules de 20 000 kV qui alimentent l'automate de sécurité. Ceci a conduit à la mise en sécurité par défaut des installations.

Concernant la chronologie des événements ou des opérations ayant entraîné les coupures de électricité, les informations étaient partielles le 26/05/2023 à 10H (séquences d'intervention ENEDIS et/ou pompiers et/ou déclenchement des disjoncteurs sur site consécutivement à l'incendie).

Le groupe électrogène permettant de pallier à une coupure électrique ne s'est pas déclenché lors de l'incendie (il est programmé pour démarrer sur une coupure ENEDIS).

La zone incendiée n'est pas équipée d'un système de détection incendie. Les détections incendie concernent les zones de stockage du fioul et les zones process froid/chaudières. Elles ne se sont pas déclenchées. Plusieurs hypothèses ont été émises par l'exploitant : les têtes étaient trop éloignées de la zone en feu ou les câbles électriques ont fondu avant leur déclenchement ou l'installation a disjoncté la rendant inopérante. **L'exploitant doit poursuivre ses investigations sur ce point pour alimenter le retour d'expérience et proposer des mesures d'amélioration.**

Lors de la visite, l'IIC a constaté par ailleurs le 26/05/23 à 10H :

- Le diagnostic des installations électriques était en cours et l'éclairage remis. **L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement et de la conformité des installations électriques avant la remise en service pour la reprise d'activité des installations associées.**
- Les 2 centrales de détection incendie sont hors service (1 pour la partie process groupes froids et chaufferie), 1 pour la zone de stockage fioul (carte HS). **L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement des systèmes de détection incendie (têtes, câbles, centrales...) avant leur remise en service pour la reprise d'activité des installations associées, le cas échéant proposer des mesures alternatives.**
- Les tuyauteries de gaz ne sont pas présentes dans la zone incendiée.
- La cuve de stockage de fioul en sous-sol n'a pas été impactée (stock environ 250 m3) .
- Les tuyauteries en plastique permettant le dépôtage des produits de traitement de l'eau lors des livraisons (acide sulfurique, hypochlorite de sodium...) et circulant sur un mur de la cour intérieure à proximité de la zone incendiée ont fondu. **L'exploitant doit poursuivre ses investigations sur ce point et procéder à la remise en état et des tests de ces tuyauteries/pompes éventuellement associées avant de mettre les installations associées en service, et/ou prévoir des mesures alternatives.**
- La poutre horizontale de support et les angles de 2 poteaux en béton encadrant la grille à barreaux métalliques ont été endommagés lors de l'incendie. Des traces d'éclats sont observés sur les poteaux. **L'absence de risque d'affaissement doit être vérifié et des mesures de soutènement temporaire mises en place en attendant la réalisation d'un diagnostic et la conduite de réparations définitives.**
- Une partie de la grille à barreaux métalliques a été projetée à une distance d'environ 10 m. A proximité immédiate a été retrouvée une bonbonne de gaz d'environ 30 l (**a priori de fluide frigorigène, à confirmer par l'exploitant et si celle-ci était vide ou pleine**).
- Le R+1 de l'immeuble de bureaux LASER (cafétéria) qui surplombe la zone déchet incendiée est également endommagé. Selon les informations recueillies lors de la visite auprès de l'exploitant, les étages supérieurs de l'immeuble Laser sembleraient moins affectés, ils présentent cependant une façade noircie (étages 2 à 6). L'immeuble LASER est une copropriété construite dans les années 1980 dont 5% appartient à la Métropole de Lyon qui dispose de locaux techniques en RDC de l'immeuble et de la chaufferie/installations de froid). La centrale de production de chaleur et de froid date des années 70.
- Les installations de production de froid et de chaleur sont situés dans des locaux fermés à distance de la zone incendiée. Visuellement, ces locaux ne semblent pas avoir été atteints par l'incendie.

Selon les déclarations complémentaires de l'exploitant le 26/05/2023 17H lors d'un échange téléphonique avec l'IIC puis par mail à 20h21 :

- un étayage a été mis en place sous la poutre le 26/05/2023 en fin de journée. La grille à barreaux métalliques toujours en place a été plaquée pour empêcher les intrusions, un périmètre de sécurité délimité par des barrières HERAS a été mis en place (esplanade rue Bonnel).

- Toutes les chaudières sont totalement arrêtées et le resteront à minima jusqu'à vendredi 02/06/2023. L'arrivée de gaz est toujours coupée par GRDF.

- La production de froid a été rétablie et reste en fonctionnement avec les protections et capteurs adéquats opérationnels (l'ensemble de la zone de process production froid non touchée par l'incendie).

- Afin de palier à la défaillance des centrales de détection incendie à la suite de l'incendie (zone stockage fioul ; zone chaufferie gaz/froid) dont les cartes électroniques nécessitent d'être changées et en attendant le remplacement des têtes de détection de la zone fioul, des câbles électriques endommagés dont les tests de fonctionnement sont prévus mardi 31/05/2023, la présence des chefs de quarts en journée est organisée sur site :

- de 6h à 20h de samedi à lundi inclus

- de 8h à 16h de mardi à vendredi

En dehors de ces horaires il est prévu en permanence un gardien sur le site en charge de faire des rondes régulières.

- L'exploitant s'engage à tenir l'IIC de l'évolution du fonctionnement du site associé fin semaine 22

D'un point de vue environnemental,

- l'incendie a donné lieu à des fumées importantes noires qui se sont élevées en hauteur et se sont dispersées en direction de l'Est. **L'exploitant a pris l'attache d'ATMO afin de vérifier l'absence de signal détecté aux stations de mesures en lien avec l'incendie.**

- **des déchets sont à évacuer et il doit être procédé à un nettoyage des installations du site.** L'exploitant s'appuiera sur les guides ineris pour les caractériser et les évacuer dans des filières adaptées. **En cas de suspicion d'amiante des mesures particulières devront être mises en oeuvre.**

- lors de la visite, il a été constaté que les sols étaient légèrement humide avec la présence de quelques flaques résiduelles. Il n'est pas exclu, compte tenu de la configuration du site, de l'emplacement de la zone incendiée et malgré la technique d'intervention des pompiers qui a limité l'utilisation de l'eau au maximum (pour ne pas surcharger les planchers de l'immeuble tertiaire) que des eaux d'extinctions incendie se soient déversées dans les regards du réseau du grand Lyon. **L'exploitant informera le Grand Lyon d'un déversement potentiel des eaux d'extinction incendie au réseau. L'exploitant procèdera à des prélèvements / analyses des eaux de forage présents à proximité de la zone incendiée afin de vérifier l'absence d'impact sur la nappe. Pour la sélection des substances, il s'appuiera sur le guide INERIS :**

<https://www.ineris.fr/fr/guide-strategie-prelevements-analyses-realiser-suite-accident-technologique-cas-incendie>

<https://www.ineris.fr/fr/omega-16-recensement-substances-toxiques-ayant-impact-potentiel-court-moyen-long-terme-susceptibles>

Au vu des constats précités, l'inspection propose en conséquence de prescrire par arrêté préfectoral la mise en oeuvre de mesures conservatoires et d'urgence en application du L512-20 du code de l'environnement.



Traces humidité (rampe d'accès de la cour intérieur située Cours Lafayette) 26/05/23



Traces humidité (rampe d'accès de la cour intérieur située Cours Lafayette) 26/05/23



Vu du local incendié depuis la cour intérieur
+ tuyauteries fondues le long de la façade
26/05/23



Vu de l'Intérieur du local incendié 26/05/23



Intérieur du local 26/05/23



Intérieur du local 26/05/23



Intérieur du local (restes de fûts, aérosols)
26/05/23



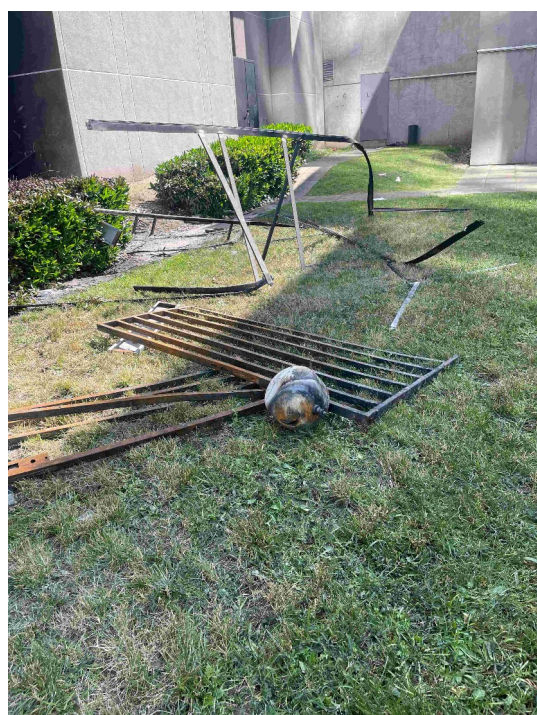
Intérieur du local 26/05/23



Débris projetés (Vue depuis Esplanade Rue Bonnel) 26/05/23



Haie consommée avec présence déchets de bouteilles 26/05/23



Grille et bonbonne gaz projetée à l'extérieur du local (Vue depuis esplanade rue Bonnel)



Facade immeuble le Laser (Vue depuis esplanade côté rue Bonnel)



Incendie (Vue depuis esplanade rue Bonnel)
Source France 3 Régions 26/05/23



Panache fumée lors de l'incendie Source Le Progrès
26/05/23